

Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture !

Déclaration du groupe UNSA

Depuis des décennies, les paysans vivent - ou survivent pour certains- au gré de crises récurrentes, et parfois tragiques, démontrant combien les conditions d'exercice du métier sont contraignantes, âpres et souvent chiches quand arrivent les fins de mois.

Avec la crise du Covid, le métier d'agriculteur, aux avant-postes comme quelques autres souvent déconsidérés, s'est avéré indispensable au fonctionnement de notre société, nous rappelant au passage quelques besoins humains fondamentaux comme «se protéger », «se soigner » ou « se nourrir » par exemple.

Au-delà de cette fonction première du monde agricole qui est en effet de nourrir les populations, la crise climatique fait émerger son rôle essentiel dans la gestion raisonnée des ressources naturelles, l'organisation des espaces cultivés ainsi que dans le maintien et le développement de la biodiversité. Sans oublier la part qu'il joue, par ailleurs, dans les dynamiques économiques et sociales des territoires ruraux.

L'angle pris, dans cet avis prend toute sa place dans ce contexte actuel. En effet, la question de la réussite des passages de relais est un sujet à part entière. Il concerne bien les deux protagonistes que sont celui qui cède sa propriété comme celui qui la reprend.

La transmission familiale naturelle et séculaire des terres et de l'exploitation n'est plus, aujourd'hui la règle. S'il faut comme le précise l'avis dans ses préconisations 3 à 6 préparer et favoriser en amont la cession, il est dans le même temps indispensable de soutenir les nouveaux acquéreurs et cela d'autant plus que leur profil a évolué.

Une partie non négligeable de ces nouveaux venus n'est pas issue du monde agricole et s'inscrit dans des projets personnels de vie et de reconversion professionnelle qui, de ce fait, nécessitent un accompagnement logistique, financier et même psychologique.

S'il existe déjà des dispositifs, l'avis montre combien il est difficile pour un candidat à l'installation, de s'y retrouver tant les acteurs sont multiples et divers : que ce soit les pouvoirs publics, les associations ou encore les collectivités territoriales dans leur diversité. La lisibilité et la cohérence des multiples dispositifs sont indispensables.

De plus, la question des aides financières est posée. L'UNSA appuie notamment les préconisations 12 et 13 sur l'évolution de la Dotation Jeune Agriculteur et sur le financement des installations via la PAC.

Enfin, nous apprécions la préconisation 16 qui a pour objectif de favoriser des modes de production biologique et agro-écologique permettant ainsi d'incontournables transitions.

L'UNSA a voté cet avis.